

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21037 - 78ÈME ANNÉE

LE CHILI VOTE POUR OU CONTRE UNE NOUVELLE CONSTITUTION



15 millions d'électeurs chiliens ont voté le 4 septembre dans le cadre du référendum sur la nouvelle Constitution destinée. Si cette constitution est approuvée par les électeurs, elle remplacera celle qui datait d'Augusto Pinochet.

"Au Chili, nous devons résoudre nos différences avec plus de démocratie, jamais avec moins. Je suis très fier que nous soyons arrivés jusqu'ici", a-t-il indiqué sur le réseau social, Twitter, le président de gauche Gabriel Boric

Le vote devrait soit finaliser la nouvelle Constitution, en cas de oui, soit suspendre, si le non l'emporte. Le processus de la nouvelle Constitution a été entamé après le violent soulèvement populaire débuté en octobre 2019.

Des manifestations ont lieu en réaction à des mesures d'augmentation des prix de

services publics. Ces augmentations ont déclenché un vaste mouvement de contestation de la part de la population qui dénoncent les inégalités sociales que connaît le pays. La pandémie de Covid-19 a stoppé les manifestation au printemps 2020.

Les manifestations poussent la classe politique chiliennes à s'accorder sur l'organisation le 25 octobre 2020 d'un Référendum sur un changement de constitution ainsi que sur la convocation d'une assemblée constituante chargée de sa rédaction.

L'actuelle Constitution, rédigée sous Augusto Pinochet (1973-1990), est toujours, en dépit de plusieurs réformes successives, considérée comme un frein à toute réforme sociale de fond.

La proposition précise que l'État peut garantir aux citoyens chiliens le droit à l'éducation, à la santé publique, à une retraite ainsi qu'à un logement décent. Elle évoque le droit à l'avortement, une question clivante dans le pays où l'IVG n'est autorisé que depuis 2017 en cas de viol ou de danger pour la mère ou l'enfant. Il est également question des droits environnementaux ou encore la reconnaissance des peuples autochtones.

Cependant, une manifestation des partisans du *"oui"* ont réuni plus de 250.000 personnes le 1er septembre à Santiago lors de la clôture de la campagne officielle, contre à peine 400 pour les soutiens du *"non"*. En dépit de cette démonstration de force, les sondages publiés dans les médias chiliens avancent la victoire du *"je rejette"* la proposition de nouvelle Constitution.

"Beaucoup de jeunes vont aller voter, surtout dans la capitale, et ces jeunes sont pour le changement. Mais cela ne signifie pas" que le vote d'approbation va l'emporter car il est donné perdant *"dans le sud et le nord du pays"*, a indiqué à l'Agence France Presse, Marta Lagos, sociologue et fondatrice de l'institut de sondage Mori.

Le nord et le sud du pays connaissent de graves problèmes de violence et d'insécurité. Dans le sud, des conflits ont éclaté autour de terres revendiquées par des groupes radicaux indigènes Mapuche. Tandis que dans le nord, l'afflux migratoire a suscité des problèmes de pauvreté et de trafic d'êtres humains.

Selon Marta Lagos, les partisans du *"non"* forment un groupe *"très hétérogène"* avec une forte fibre *"populiste"* alimentée par la *"peur"* de se voir dépossédés. À l'inverse, le camp du *"oui"* a été capable de



comprendre comment *"les nouveaux droits sociaux seront répartis"*, dit-elle.

"Il y a bien sûr toujours une possibilité que tous les sondages se trompent" et que le vote à Santiago *"puisse compenser celui dans le nord et le sud"* du pays, mais *"je pense que cette probabilité ne dépasse pas 5%"* de chances, assure-t-elle.

Cette dernière a assuré que le vote devrait être *"un vote conservateur"*. Un rejet de cette proposition de Constitution ne signifiera pas pour autant le gel de toutes les réformes. Le nouveau texte et des *"feuilles de route"* ont déjà été élaborées, depuis un an par une assemblée constituante élue en mai 2021 et composée de 154 membres.

"Il y a un consensus sur le fait que la Constitution de 1980 n'est plus valable et que nous devrions passer à une autre" établissant de nouveaux *"droits sociaux, politiques et économiques"*, a déclaré à l'AFP Cecilia Osorio, universitaire à l'Université du Chili.

Si le *"non"* l'emporte, le président Gabriel Boric a annoncé qu'il demanderait au Parlement de lancer un nouveau processus constitutionnel repartant de *"zéro"*. Une nouvelle assemblée sera votée pour rédiger un nouveau texte.

Selon lui, le référendum de 2020, approuvé à 79%, a définitivement enterré la Constitution de l'ère Pinochet. Ainsi, si le oui l'emporte, la nouvelle Constitution entrera en vigueur dans 10 jours.

UNE ÉTUDE DE L'ONU NOTE QUE LA MIGRATION PEUT BÉNÉFICIER AUX TRAVAILLEURS LGBTQIA+



Ce rapport rédigé par l'OIT a été réalisé en collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) et Edge Effect. Le titre – Un bel habit, mais lourd à porter – laisse entrevoir la complexité des expériences. Le rapport s'appuie sur des enquêtes et des entretiens avec 147 travailleurs migrants concernés qui travaillent dans la construction, la fabrication, l'agriculture, le commerce de détail, l'hôtellerie et le divertissement pour adultes. Le rapport explore leurs expériences tout au long du parcours de travail des migrants, depuis les pays d'origine comme le Cambodge, le Myanmar, les Philippines et le Viet Nam jusqu'aux pays de destination en Asie du Sud-Est (en particulier la Thaïlande), en Asie de l'Est et au-delà.

Le rapport note que les personnes ayant une orientation sexuelle et une identité de genre diverses décident de migrer pour des raisons similaires à celles de nombreux autres travailleurs migrants. 72% des travailleurs migrants interrogés dans le cadre de cette étude ont déclaré que l'avancement économique était leur principale motivation pour migrer ; 63% ont indiqué que le fait de travailler à l'étranger leur permettait de répondre à leurs besoins fondamentaux, d'envoyer de l'argent à leur famille,

La migration offre aux travailleurs d'Asie du Sud-Est ayant des orientations, identités et expressions sexuelles (OSIG) diverses une meilleure qualité de vie. Cependant, ils subissent encore des discriminations à de multiples niveaux, selon une nouvelle étude de l'ONU. Le nouveau rapport intitulé *A very beautiful but heavy jacket : The experiences of migrant workers with diverse sexual orientation, gender identity and expression in South-East Asia* a été publié par l'Organisation internationale du Travail.

d'économiser de l'argent pour ouvrir des entreprises ou acheter des terres dans leur pays d'origine, et d'acquérir des compétences et des expériences qui amélioreraient les possibilités d'emploi.

«La première chose que je voulais est d'avoir un revenu stable pour subvenir à mes besoins. Ce serait formidable si je pouvais trouver un partenaire pour me soutenir dans les difficultés rencontrées là-bas. Et bien sûr, je voulais pouvoir vivre librement et m'exprimer», a expliqué un homme gay venu du Viet Nam.

L'étude révèle également que, parmi les travailleurs migrants interrogés, 41% ont déclaré que le fait d'échapper à la violence, à la discrimination ou aux restrictions de la liberté personnelle chez eux était une motivation; et 59% ont déclaré que leur qualité de vie était plus élevée dans leur pays de destination que dans leur pays d'origine.

«J'étais anxieux, même si je n'ai pas fait mon coming-out. C'est comme si je mettais une très belle mais lourde veste chaque fois que je vais au travail. Je devais me cacher tout le temps, j'avais peur chaque fois que quelqu'un parlait de LGBT. J'étais triste, ou je pensais au hasard que quelqu'un parlait de moi derrière mon dos.», selon un homme bisexuel vietnamien.

«Les Philippines sont un pays fortement chrétien, la famille n'est en général pas extrêmement ouverte en termes de diversité et de relations sexuelles. J'ai besoin d'aller dans un endroit où je peux être la femme que je suis et où je peux faire avancer mes visions et mes objectifs dans la vie», a expliqué aux rapporteurs une Femme trans des Philippines.

Bien que des acronymes tels que LGBTIQ soient souvent utilisés de manière générique, les personnes d'orientation sexuelle et d'identité de genre diverses ne forment pas un groupe homogène. Les travailleurs migrants gays et lesbiennes peuvent avoir des motivations et des expériences différentes de celles des hommes et femmes trans et des personnes ayant une identité de genre non binaire, et différentes de celles des personnes ayant une autre diversité de genre et de sexualité.

L'étude montre que la discrimination sur le lieu de travail dans les pays d'origine est citée comme une motivation pour le travail migrant plus souvent par les personnes transgenres et ayant une diversité de genre (85%), de même que la discrimination au niveau de la communauté (52%); les gays et les lesbiennes (26% et 22%) ont signalé moins de cas de discrimination au niveau de la communauté. S.E. David Daly, ambassadeur de l'UE au Royaume de Thaïlande, a déclaré: *«L'Union européenne finance le programme Safe and Fair pour renforcer et protéger les droits des travailleurs migrants. Il est important de reconnaître que les travailleurs migrants ayant une orientation, une identité et une expression sexuelles différentes peuvent être confrontés à des défis supplémentaires et à la discrimination dans leur parcours migratoire. Ce rapport contribuera à combler le manque de connaissances sur les expériences des travailleurs migrants ayant une orientation sexuelle, une identité et ou une expression de genre différentes et constituera la première étape du renforcement des politiques et programmes pertinents existants.»* Les travailleurs migrants avec une orientation sexuelle, une identité et une expression de genre diverses subissent au moins deux formes de discrimination: une discrimination liée à leur orientation sexuelle,

et/ou leur identité et expression de genre, avec des conséquences qui leur sont spécifiques; et une discrimination liée à leur statut de migrant, qui affecte tous les travailleurs migrants, mais qui ont des conséquences distinctes pour les travailleurs migrants ayant une orientation sexuelle, une identité et une expression de genre différentes.

De nombreux travailleurs migrants évitent donc de faire part de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre pour leur propre sécurité et par crainte que le fait d'être «out» ne compromette leurs chances de trouver un emploi sûr. L'étude montre que 32% des participants ont pris des mesures pour dissimuler leur orientation sexuelle et leur identité de genre, soit occasionnellement soit de façon permanente, y compris les personnes transgenres qui s'habillent pendant le transit selon le sexe qui leur a été attribué à la naissance.

Emily Dwyer, auteur principal de l'étude, a déclaré: *«Il y a très peu de soutien disponible pour les travailleurs migrants ayant une orientation sexuelle, une identité et une expression de genre différentes, avant leur voyage ou dans les pays de destination. La plupart des prestataires de services ne forment pas leur personnel à fournir un soutien spécifique, et il existe peu de politiques ou de financements pour soutenir le développement de services sûrs et pertinents. Ainsi, les travailleurs migrants à l'orientation sexuelle et identité de genre différentes qui sont victimes de discrimination et de violence n'ont souvent nulle part où aller et personne à qui parler, et cela doit changer.»*

Sur la base de ses principales conclusions, l'étude souligne la nécessité d'efforts de collaboration pour garantir l'inclusion et l'égalité des chances pour tous les travailleurs migrants. Pour tenter de renforcer et de protéger les droits des travailleurs migrants ayant une orientation sexuelle et/ou une identité de genre diverses dans la région de l'ASEAN, tant dans les pays d'origine que dans les pays de destination, le rapport détaille ci-dessous une série de recommandations pour aider à obtenir des résultats plus favorables.



SA NÉTIDYÉ POU VRÉMAN LO PROBLÉMATIK! BIENTO BANDE PRIZONYÉ MAYOTTE DANN BANDE PRIZON LA RÉNYON

Mézami, souvan défoi, néna dsou bande zimaz télé, sak i apèl in bande passante é la plipar d'tan lé intéressan lir lo bande épi kalkili pou kossa i mète sa an bande passante plito ké konm tit pou laktyalilé. Lé intéressan, pars wi pé demande po kossa néna sa dann bande passante.

Pa pli loin ké samdi, dann in télé, lété marké-an bande passante-biento in bonpé prizonyé Mayotte va vni la geole issi La Rényon mé i di pan ou pou kossa. Lé vré ni dovine in pé pars nou la pa tyé kouyon pou vol son plass.

Donk ni pé majine in n'afèr :sinploman ni pé dir néna pwin assé la plass dann la prison Mayotte, pou ankлав bande prizonyé. Sa la pa in vré rézon pars kan wi amenn in politik konm sèk La fanss i amenn laba, lé sir nora d'moune pou mète dan la jole. Alor si lo rézilta lé prévizib i fo konstrui par avans bande plass dan La Prison.

Néna pwin in vré politik l'égalité, si tan tèlman ké demoune dann l'androi i apréssyé pa lo sor i fé azot-Sa lé vré ossi La Rényon-demoune i aksèp pa lo sor lo réjime franssé i rézèrv pou zot. Arzout èk sa lo réjime franssé la kass lékilib l'avé dann la sossyété, la rojète toute valèr lo pèp maoré.

Dézyèm késtyon pou kossa v'amenn banna La Rényon ? nou néna tro d'plass issi dann noute troi prison ? An touléka mwin la vi l'ote zour in fime dsu la prison Sin –Pierre é mi trouv pa laba néna in bon kalité d'vi pou bande prizonyé donk si i antass ankor demoune dann prison na pwin assé la plass , mi oi pa kèl lintéré i pé an avoir.

Asètè mi demande amwin si laba Paris dann bande sèvis épi bande gouvèrnman na poin in pé désorde mantal an parmi banna. Pé s'fèr banna dann ministèr i kalkil Mayotte comores avèk la rényon lé ziss inn koté l'ote. ..In tan la ansèrv larzan téi doi alé Mayotte pou agrandi lopital issi La rényon. Mi demande amwin si avèk larzan-la i sava pa aranz la prison SIN-Pyèr.

Antouléka sak mwin lé sir sé ké sa i sava poz problèm anpliss issi la Rényon. Gouvèrné sé prévoir mé sa késtyonn prévoir sa lé pa étidyé a-fon sa.

A bon ékoutèr : Salu !

Justin

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433